

ANALYSE DE LA COUVERTURE MÉDIATIQUE DE BEDEX UNE CAMPAGNE DE PUBLIREPORTAGE



Sommaire

Introduction : Le champ de bataille commence dans les esprits p.3

Comment utiliser cet outil ? **p.5**

Guerre, militarisme, militarisation **p.7**

BEDEX ? **p.8**

Qui se défend de quoi ? **p.11**

Analyse de la couverture médiatique de BEDEX p.13

Article n°1 : ""La Belgique accueille son tout premier salon de la défense : "Il y a un changement de mentalité, c'est une bonne chose." **p.14**

Article n°2 : "Boycott d'Israël et ristourne pour les enfants : le salon Bedex pris dans la polémique." **p.21**

Article n°3 : ""Ce sont des gens déconnectés qui manifestent contre le Bedex. Le jour où il faudra se défendre, ce seront les premiers à pleurer."" **p.24**

La face cachée de BEDEX p.30

Les victimes humaines **p.30**

Les écocides **p.35**

Les coûts **p.37**

Le rôle de l'OTAN **p.38**

ReArm Europe **p.41**

La paix, une menace pour les marchands d'armes **p.42**

Des technologies testées là-bas puis utilisées ici **p.45**

Pour aller plus loin p.48

LE CHAMP DE BATAILLE COMMENCE DANS LES ESPRITS

Cet outil pédagogique est le premier d'une série consacrée à la **propagande militariste**. Contrairement à ce que les récits dominants véhiculent, la guerre n'est pas une fatalité à laquelle il faudrait se résigner. Il s'agit d'un phénomène profondément absurde qui doit être rendu acceptable par **un travail systématique de fabrication du consentement**.

Cela repose sur une saturation cognitive de la population : inonder l'espace public d'images, de récits qui préparent à **l'idée que la guerre serait normale, nécessaire, voire souhaitable**.

Nous sommes immergé.es, dès la naissance, dans un imaginaire militariste. La grande majorité des productions culturelles de masse parlent de guerre, l'esthétisent, la romantisent, la normalisent. Dans les bibliothèques publiques et universitaires, les rayons consacrés à l'histoire et aux sciences politiques sont remplis d'ouvrages consacrés à l'étude des conflits militaires. Le concept abstrait d'« histoire » semble lui-même être dominé par l'histoire de la guerre. Les musées d'art du monde entier, qui abritent des œuvres allant des vases antiques aux peintures modernistes, présentent des représentations de la guerre.

En Occident, les films qui critiquent la guerre existent, mais ils se focalisent le plus souvent sur les souffrances des soldats, rarement sur celles des populations colonisées ou des sociétés qui subissent ces guerres ; *Apocalypse Now* en est un cas d'école.

On ne compte plus les jeux vidéo qui transforment la guerre en expérience ludique. Des influenceurs en vue se mettent en scène dans des bases militaires.

Les monuments et cérémonies qui commémorent les guerres – seulement certaines, celles dont « nous » aurions été les victimes – célèbrent les morts et le sacrifice beaucoup plus qu'elles n'analysent les erreurs politiques et les intérêts qui ont mené à ces boucheries.

En Belgique, le gouvernement dit Arizona prévoit la possibilité d'un service militaire volontaire de douze mois (nous y consacrerons un outil pédagogique spécifique).

Dans le même temps, les Bruxellois et les Bruxelloises croisent quotidiennement des militaires armés dans les transports en commun, et des milliards vont à nouveau être injectés dans l'armée belge, alors qu'au moins 16 milliards d'euros seront prélevés sur des postes essentiels comme l'enseignement ou la santé.

Le salon de l'armement et de la guerre **BEDEX (Brussels European Defense Exhibition)** qui s'est tenu pour la première fois en mars 2026 marque **un nouveau pas dans le renforcement de la militarisation** de notre société, en offrant une vitrine et une légitimation publique aux marchands d'armes, avec l'objectif explicite de toucher le "tout public".

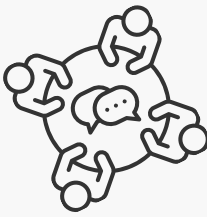
La couverture médiatique du salon empêche largement de comprendre ce qu'il signifie, ce qu'il raconte de notre société. Car nous sommes face à un travail de propagande d'intégration : intégrer chacun et chacune d'entre nous dans un système où le "réarmement" permanent et la disponibilité à la guerre sont présentés comme des conditions normales de la vie collective. Si BEDEX peut se fixer pour objectif de toucher "tout public", cela n'est possible que grâce à cette normalisation culturelle, ainsi qu'à des siècles de guerre elle-même, mené principalement par des États occidentaux.

À travers cet outil et ceux qui suivront, nous cherchons, avec d'autres, à défaire cette propagande, à rendre visibles ses mécanismes et à ouvrir des espaces pour d'autres imaginaires que ceux de la guerre. Cet outil propose de prendre BEDEX comme point de départ pour comprendre comment la guerre et la militarisation sont rendues acceptables. Il articule une critique des récits médiatiques avec une mise en contexte plus large des politiques de "réarmement".

Il est composé de plusieurs volets qui se répondent : la présentation du salon et de sa communication, l'analyse de la couverture médiatique et des pages de documentation sur la guerre et le militarisme, ainsi que des outils concrets d'animation.



Photo prise par un membre de ZIN TV



Comment utiliser cet outil ?

Ce dossier pédagogique est conçu pour être utilisé dans des contextes variés : enseignement secondaire et supérieur, éducation permanente, formations syndicales, travail associatif, collectifs militants et ateliers de médias citoyens.

Il peut servir de support à une séance d'analyse critique des récits médiatiques, à un cycle de plusieurs ateliers combinant lecture critique des médias, construction collective de contre-discours, ou encore à la préparation de campagnes et d'actions publiques contre BEDEX et le militarisme.

Questionner les représentations initiales

Proposez aux participant·es d'écrire, en quelques mots sur des *post-it*, **ce qu'ils associent spontanément** à : Bedex, guerre, armes, défense, sécurité, etc.

Rassemblez toutes les réponses pour former un grand nuage de mots sur un mur ou un tableau.

Discutez ensemble : Quelles associations sont majoritaires ? Plutôt positives, négatives, neutres ? Quelles idées opposées apparaissent ? D'où viennent les références ? (Expériences personnelles, médias, discussions familiales, etc.)

Analyser l'article

Qui a la parole ? Qui s'exprime ? Qui n'est pas entendu ?

→ Identifier les acteurs présents ou absents dans le débat médiatique et questionner la pluralité des voix dans la construction de l'information.

Quelles photos ou illustrations ont été choisies ? Quels éléments visuels attirent l'attention ? Est-ce qu'elles orientent votre perception ?

→ Comprendre l'influence du visuel sur notre perception et nos émotions et analyser sa capacité à orienter le récit ou à renforcer des stéréotypes.

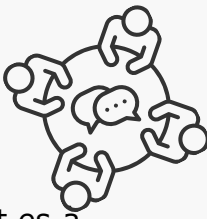
Quels sont les mots qui reviennent le plus souvent ?

Quelles valeurs ou émotions véhiculent-ils ?

→ Repérer le lexique dominant et analyser son impact sur notre perception

Quels sont les mots absents ? Quels termes ou concepts ne sont jamais utilisés ? Quelles réalités restent invisibles ?

→ Identifier les non-dits, et comprendre ce qu'ils occultent du débat.



Organiser un débat mouvant

Posez une **question clivante** et définissez deux pôles dans la salle : **d'accord et pas d'accord**.

Chacun·e se place selon sa réponse. Les participant·es **expliquent leur choix** devant le groupe, développant leurs arguments.

Ceux et celles qui entendent des arguments convaincants peuvent changer de camp à tout moment. Vous pouvez introduire de nouveaux éléments sur base de ce dossier et d'autres sources, nuancer le débat ou proposer des positions intermédiaires pour affiner la réflexion.

Quelques exemples

Pour garantir notre sécurité, il est nécessaire d'augmenter le budget de la Défense.

La guerre est parfois un mal nécessaire.

BEDEX n'est qu'un salon professionnel comme un autre.

Participer à BEDEX, c'est se rendre complice des crimes commis avec ces armes.

Les mouvements antimilitaristes sous-estiment la réalité des menaces.

Réécrire les articles

Imaginez un article qui donnerait la parole à des opposant.es à Bedex :

→ **Quelles voix feriez-vous entendre**, quels arguments ?

Analyser les images

Choisissez 2 ou 3 visuels issus de ce dossier ou du site ou compte instagram de Bedex

Pour chaque image :

Qui est montré ? Qui n'est pas montré ? (militaires, civils, victimes, destructions ?)

Quel type de vie quotidienne est mis en scène ? (famille blanche, nature, loisirs, etc.)

Quels mots sont associés à l'image ? (protection, mobilité, sécurité, innovation...)

Qu'est-ce que cette image fait disparaître ? (armes, morts, blessures, écocides, exil, pauvreté).

Recadrer les images

Par petits groupes, demandez de d'inventer un nouveau slogan pour une des images ou d'imaginer la « face cachée » de l'image



Guerre, militarisme, militarisation

Avant d'analyser BEDEX et sa couverture médiatique, nous proposons quelques repères sur ce que nous entendons par guerre, militarisation et militarisme. Ceci n'est pas exhaustif, il s'agit d'une base pour situer le salon dans des processus plus larges.

Il n'existe pas de consensus sur ce qu'est la guerre : toute définition est située, liée à des choix théoriques et politiques. Pour dégager une définition large de la guerre, nous nous appuyons ici principalement sur les travaux de **Déborah Brosteaux**¹ (philosophe), **Claude Serfati** (économiste)², **Pierre Douillard-Lefèvre**³ (sociologue) et **James C. Scott**⁴ (anthropologue), parce qu'ils articulent plusieurs disciplines et s'inscrivent dans **une perspective anticoloniale, anti-impérialiste et critique de la guerre** que nous partageons.

En nous appuyant sur ces travaux, nous entendons donc par guerre, dans la modernité*, l'usage organisé, massif et hiérarchisé de la violence armée par des pouvoirs politiques pour imposer ou renverser un ordre territorial, économique et social. Dans la très grande majorité des cas, il s'agit de guerres d'agression impérialistes*, menées par des États, pour défendre ou étendre la mainmise des classes dominantes sur les terres, les richesses et le travail des autres, et pour maintenir des hiérarchies sociales fondées sur la classe, la race et le genre s'appuyant sur des systèmes militaro-industriels et en mobilisant des affects guerriers qui peuvent glisser vers le fascisme.

Les guerres de libération, quant à elles, sont des formes d'autodéfense collective, menées par des peuples colonisés ou opprimés pour tenter de démanteler cet ordre, mais elles comportent elles aussi des dimensions militaristes.

La guerre, la militarisation et le militarisme sont liés mais distincts : la guerre est l'usage organisé, massif et hiérarchisé de la violence armée ; la militarisation désigne les processus par lesquels la société entière se met à dépendre de la logique militaire. Autrement dit, c'est un ensemble de transformations culturelles, institutionnelles, idéologiques et économiques qui impactent la façon de penser les problèmes, les budgets publics, l'organisation des institutions, etc.

Enfin, le militarisme est l'idéologie qui justifie et naturalise cette place centrale de l'armée et les valeurs militaires et considère la force armée comme un moyen légitime (souvent privilégié) de résoudre les conflits, et installe la mentalité militaire dans la vie civile.

* **La modernité** n'est non pas une simple période « plus avancée », mais un ensemble de transformations historiques marquées par la généralisation du capitalisme, l'affirmation des États-nations et l'expansion coloniale européenne, qui prétendent fonder un ordre nouveau au nom du progrès, tout en produisant des dispositifs inédits de guerre, de militarisation, de racisme et de destruction des milieux de vie.

***L'impérialisme** désigne quant à lui la domination exercée par des puissances économiques et militaires sur d'autres territoires et populations, afin de contrôler leurs ressources et leurs choix politiques au service de l'accumulation du capital. Dans la modernité, il constitue le cadre dans lequel s'inscrivent la plupart des guerres d'agression et des processus de militarisation.

BEDEX ?



Bedex signifie **Brussels European Defense Exhibition**.

L'initiative est portée par Joan Condijs, CEO du groupe Deficom, et Yassine Rafik, ancien porte-parole de David Leisterh (MR).

Le salon s'est déroulé du **12 au 14 mars 2026** à Brussels Expo, sur 20000 m² d'espace d'exposition. **Brussels Expo** est géré par une asbl présidée par le bourgmestre de Bruxelles, Philippe Close.

Alors que la plupart des grands salons d'armement internationaux sont strictement réservés aux professionnels, Bedex prévoit **une journée ouverte au grand public**. Les enfants peuvent visiter ce salon à condition d'être accompagnés, *"une sortie enrichissante, éducative et inspirante pour tous"* selon le site de Bedex.

Selon les chiffres communiqués par les organisateurs, BEDEX 2026 a réuni plus de 200 exposants de 27 pays et environ **17 300 visiteurs sur trois jours**, dont 10 983 professionnel·les et 6 328 personnes du "grand public".

L'ouverture du salon a été inaugurée par Mark Rutte, secrétaire général de l'OTAN, Bart De Wever, Premier ministre de la Belgique, David Clarinval, vice-Premier ministre de la Belgique, Pierre-Yves Jeholet, vice-président du gouvernement wallon, Matthias Diependaele, ministre-président du gouvernement flamand, et Boris Dilliès, ministre-président de la Région de Bruxelles-Capitale.



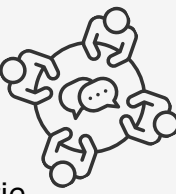
© Belgaimage – Benoît Doppagne / Le Premier ministre, Bart De Wever, accompagné du Secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte, a inauguré le salon Bedex, dédié au secteur de la Défense, à Bruxelles.



Defentiebeurs Bedex © Marc Baert



Belga – Photo : Belga Image



Qui se défend de quoi ?

« La première bataille est celle des mots : **il s'agit d'abord de proscrire le terme de « guerre » en lui-même.** La France parlait de « pacification » ou « d'évènements » en Algérie. Poutine évoque « une opération spéciale » en Ukraine, le génocide à Gaza est mené au nom de l'antiterrorisme » et du « droit à se défendre »⁵

Bedex est le premier salon belge de l'armement même si ce mot n'apparaît quasi pas dans les communications.

En effet, le terme "guerre" est absent et le mot "armes" très rare. On parlera plutôt d'"innovations", de "technologies", de "défense", de "sécurité" ou encore de "produits".

Le terme "défense", quant à lui, occupe une place centrale dans le discours des États, de l'OTAN et des industries d'armement. Les budgets militaires, les armes et les salons comme BEDEX apparaissent alors d'une part comme des dispositifs tournés vers la sécurité des populations, et d'autre part comme ceux qui réagissent à des menaces extérieures, jamais comme ceux qui produisent et la violence.

Parler systématiquement de "défense" plutôt que de "guerre", d'"armement" ou de "violence armée" contribue à rendre abstraites les guerres et à rendre plus acceptables des dispositifs qui servent à contrôler des ressources et massacrer des populations.

D'après la communication de BEDEX et dans la majeure partie des articles qui ont couvert ce salon

Qui "se défend" contre qui ? Quel est l'ennemi ou la menace nommée ?

Qui n'est jamais présenté comme menace, même lorsqu'il mène des guerres ou fournit des armes ?

Qui a le droit de se présenter comme "défensif" ? Est-ce que des mouvements sociaux, des peuples colonisés, des victimes ont accès au même vocabulaire de défense ?

Qu'est-ce qui disparaît quand on dit "défense" ? Quels mots sont effacés (guerre, armement, bombardements, occupation, génocide, écocide...) ? Quelles situations concrètes (victimes, destructions, vies brisées) ne sont pas nommées dans ces discours ?



Photo prise par un membre de ZIN TV

ANALYSE DE LA COUVERTURE MÉDIATIQUE DE BEDEX

Ce travail s'appuie sur **la lecture d'une cinquantaine d'articles de presse** consacrés à Bedex, publiés dans plusieurs titres de la **presse francophone belge** (La Libre, Le Soir, L'Avenir, La Dernière Heure, le site de la RTBF), sur le visionnage de sujets de JT consacré au salon sur **BX1** (choisie en tant que chaîne locale couvrant l'actualité bruxelloise, édition du 12/03/2026) et **RTBF** (en tant que chaîne de service public, nous avons écouté les 3 sujets radio accessibles sur le site Auvio en tapant Bedex dans le moteur de recherche du site) ainsi que sur le site officiel du salon.

Sur cette base, nous avons choisi de **concentrer l'analyse sur La Libre Belgique**, dans la mesure où ses articles condensent de manière particulièrement nette les arguments et cadrages militaristes que l'on retrouve, sous des formes très similaires, dans les médias grand public.

L'enjeu est de **mettre en lumière des procédés de légitimation de la militarisation qui traversent une partie du paysage médiatique**.

Nous avons privilégié les articles de presse écrite comme support central, parce qu'ils restent facilement mobilisables en atelier, sans nécessité d'ordinateur ni de connexion Internet.

Toutefois, **les grilles de lecture proposées sont transposables à d'autres supports médiatiques** et à d'autres événements comparables.

Dans ce chapitre, nous vous proposons une lecture accompagnée de 3 articles qui portent sur BEDEX.

Ces articles sont **découpés en plusieurs parties** (sauf le deuxième), suivies immédiatement d'**éléments d'analyse** (voir petite loupe)

Vous pouvez lire l'extrait ensemble, demander aux participant·es ce qu'ils en pensent, puis vous appuyer sur nos commentaires pour approfondir et compléter la discussion.

ARTICLE N°1

Article réservé aux abonnés

La Belgique accueille son tout premier salon de la défense : "Il y a un changement de mentalité, c'est une bonne chose"

Plus de 150 exposants sont attendus du 12 au 14 mars au Heysel, à Bruxelles.



Antoine Clevers | Journaliste service Belgique

Publié le 03-02-2026 à 19h41 - Mis à jour le 03-02-2026 à 19h42



Le ministre de la Défense, Theo Francken, a assisté à la présentation, mardi, du Bedex, le tout premier salon belge de la défense. À ses côtés : Julien Compère, patron de la FN Herstal. ©DLE

Extrait n°1

“Une grande première en Belgique. Du 12 au 14 mars, se tiendra au Heysel, à Bruxelles, le tout premier salon international de la défense organisé sur le sol belge.

Ce salon, baptisé Bedex, pour Brussels european defense exhibition & conference, réunira plus de 150 exposants sur quelque 20 000 mètres carrés. Les deux premières journées seront réservées aux professionnels du secteur. La troisième, au grand public.

Les organisateurs du Bedex, Yassine Rafik et Joan Condijs, veulent, d'une part, en faire une plateforme de rencontre entre l'industrie, les institutions (européennes et belges en particulier) et les décideurs politiques. Et, d'autre part, mettre en lumière le savoir-faire belgo-belge. Des poids lourds de l'industrie de la défense et de la sécurité belge et internationale tels que la FN Herstal, KNDS, General Atomics, John Cockerill Defense, Safran, Lockheed Martin, Airbus et CSG seront présents.” ”

D'emblée, l'article reprend sans distance **les éléments de langage des organisateurs** comme s'il s'agissait d'un salon sectoriel comme un autre. Les entreprises sont qualifiées de *"poids lourds de l'industrie de la défense et de la sécurité"*, jamais comme acteurs impliqués dans des guerres, répressions ou crimes de masse.

Rappelons, par exemple, que Lockheed Martin a déclaré publiquement être "fière de l'importance du rôle qu'elle joue dans la sécurité de l'État d'Israël", et ce, alors même qu'un génocide se poursuit à Gaza.⁶



Pour rappel, les États ont la responsabilité principale d'empêcher les violations des droits humains commises par d'autres acteurs, d'enquêter quand elles se produisent, punir les responsables et permettre aux victimes d'obtenir réparation. Si un État ne fait pas ce travail, il viole ses obligations.

Mais, les entreprises ont aussi des responsabilités propres. Les principes directeurs de l'ONU sur les entreprises et les droits humains sont clairs : **les entreprises doivent respecter les droits humains, même si l'État ne fait pas respecter la loi.**

Enfin, il existe des règles pour les acteurs privés en temps de guerre. Francesca Albanese, la rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'Homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967, le rappelle dans son rapport récent qui *"expose les infrastructures commerciales qui profitent de l'économie d'occupation israélienne et de sa transformation mortelle en économie de génocide."*⁷

Se limiter à présenter ces entreprises comme des « poids lourds de l'industrie » constitue donc **un choix qui efface leurs implications dans des guerres**, des génocides et **des violations graves des droits humains.**

La normalisation de ces entreprises est un ressort central de la propagande militariste : faire disparaître la violence derrière le langage apparemment neutre de "défense", "sécurité", "savoir-faire".





Extrait n°2

“Il n’y a pas si longtemps, les acteurs de la défense étaient considérés comme des “ bad guys”, des mauvais garçons. “ Aujourd’hui, on est devenus cool, on est devenus des good guys” (des bons gars), plaisante Stephane Burton, président du BSDI (la fédération des entreprises du secteur), lors de la présentation du Bedex, mardi après-midi, à Bruxelles.

Un message pour le grand public

La boutade met en exergue une évolution des mentalités. Un tel salon n’aurait sans doute jamais vu le jour il y a cinq ans, avant l’invasion de l’Ukraine par la Russie.” ”



Le journaliste reprend ce qu’il appelle une « boutade » pour lui donner du crédit en affirmant de manière péremptoire que c’est le signe d’une évolution des mentalités qui serait liée à la guerre en Ukraine.

Cet élément (le fait que la possibilité que ce salon puisse avoir lieu serait le signe d’un changement de mentalité) est repris dans de nombreux articles sur Bedex. Sans jamais préciser sur quels critères et matériel (sondage, enquête sociologique, etc.) on se base pour affirmer qu’il y a un changement de mentalité.

On pourrait légitimement se demander s’il s’agit d’un changement de mentalité ou le résultat d’un travail organisé de propagande et de communication ?

Cette rhétorique efface le travail de longue durée des industriels, des think tanks, et de l’OTAN pour normaliser la militarisation et le fait que BEDEX est l’aboutissement de cette offensive (lobbying, communication, alignement politique), pas une simple « adaptation psychologique » de la société



Extrait n°3

“L’organisation du Bedex “ véhicule deux messages principaux”, selon le ministre de la Défenses, Theo Francken (N-VA), également présent mardi. “ Premièrement, la Belgique est de retour” sur la scène internationale grâce aux investissements qu’elle consent dans son armée.” ”

Comme beaucoup d’articles sur BEDEX, celui-ci reprend largement les éléments de langage de Francken : le salon serait une chance pour **le prestige** de la Belgique et pour ses « **opportunités économiques** ».

Or, comme le rappelle Christophe Wasinski : *“À travers leur présence et leurs discours, l’industrie belge espère probablement recevoir une forme de validation extérieure. S’appuyant sur celle-ci, elle pourra le cas échéant affirmer «qu’elle compte à l’international». Ceci renforcerait par ricochet son prestige au niveau domestique, la mettant éventuellement en position de demander davantage de faveurs aux responsables politiques de ces institutions internationales. Rappelons néanmoins que la Défense belge a acheté de coûteux drones à General Atomics et chasseurs-bombardiers à Lockheed Martin. On peut donc se demander si l’onction décernée par ces fabricants à l’industrie belge n’a pas été préalablement financée par de l’argent public.”*⁸

La plateforme **Stop Militarisation**⁹ rappelle qu’en 2017, une première loi de programmation militaire sous le gouvernement Michel a engagé 9,2 milliards d’euros d’achats, notamment auprès de Lockheed Martin et General Atomics. En 2022, le gouvernement De Croo a ajouté une « actualisation » de 10,2 milliards supplémentaires. Autrement dit, avant même la tenue de BEDEX, la Belgique a déjà promis ou signé près de **20 milliards d’achats de matériel**, dont une part importante auprès de ces « poids lourds » présents au salon.

La présence de ces grands groupes à BEDEX peut donc aussi être vue comme l’aboutissement d’une relation client-fournisseur où le client (la Belgique) a déjà payé. En venant à Bruxelles, ces entreprises apportent leur prestige et leur réseau à l’industrie belge, mais ce prestige repose sur des commandes réglées par le budget de la Défense, donc par nos impôts.

Nous sommes face à **un cercle vicieux** : ces contrats payés par de l’argent public attirent les « grands acteurs » à BEDEX et renforcent le prestige du secteur ; ce prestige sert à justifier de nouveaux budgets et de nouvelles commandes au moment même où l’État coupe massivement dans des dépenses publiques essentielles ^(voir page 37).



Extrait n°4

“Deuxièmement, il est temps d’arrêter d’être naïf. Quand on voit ce qui se passe dans le monde entier, il est nécessaire d’être résilient. Je pense qu’on a fait des erreurs stratégiques dans le passé qui sont difficiles à comprendre aujourd’hui. Mais cela fait partie de l’histoire. On doit en tirer les leçons et regarder vers le futur. Et j’ai confiance en l’avenir. Quand on voit le nombre de jeunes recrues de 17-18 ans qui veulent entrer à la Défense, c’est incroyable. Il y a un changement de mentalité. On arrive peut-être dix ans en retard, mais ce changement de mentalité est en cours, et c’est une bonne chose.” ”

Nous retrouvons ici **deux mécanismes classiques des discours militaristes**.

D’abord, l’injonction à « arrêter d’être naïfs » qui disqualifie d’avance toute critique de la militarisation.

Ensuite, la mobilisation d’arguments très vagues et flous. Que signifie par exemple « *Je pense qu’on a fait des erreurs stratégiques dans le passé qui sont difficiles à comprendre aujourd’hui* » Quelles erreurs ? Quel passé ?

Les discours de Francken reposent sur **un imaginaire de menace globale floue** et sur la croyance que plus d’armes apportera mécaniquement plus de sécurité, malgré le fait que l’histoire et la littérature scientifiques montrent exactement le contraire.

À l’inverse, les arguments antimilitaristes s’appuient sur des faits simples et vérifiables : **l’Europe est déjà surarmée**.

Selon le SIPRI¹⁰, les importations d’armes par les États européens membres de l’OTAN ont **augmenté d’environ 150 %** entre 2015-2019 et 2020-2024. Les budgets militaires ne font qu’augmenter : en 2024, les membres européens de l’OTAN ont dépensé environ 454 milliards de dollars, et l’ensemble des pays membre de l’OTAN autour de 1 500 milliards, soit plus de la moitié des dépenses militaires mondiales. À titre de comparaison, la Russie a dépensé environ 150 milliards de dollars la même année, soit à peine 10 % du total des dépenses de l’OTAN.

Malgré cela, le discours gouvernemental s’aligne sur une norme imposée par l’OTAN – 2 % du PIB, puis 3,6 %, voire 5 % en 2035 – sans qu’aucun critère externe transparent ne vienne justifier ces seuils, sinon l’invocation vague de la « menace russe » voir page 38

On demande donc d’augmenter encore des budgets au nom d’une menace présentée comme évidente mais rarement discutée dans le détail.

Le vrai réalisme consisterait à se demander ce qui assure réellement la sécurité de la population : sécurité sociale, santé, logement, climat, coopération, diplomatie, autant de domaines dans lesquels on coupe aujourd’hui.



Précisons que reconnaître que le régime russe constitue une menace réelle pour les populations qui subissent ses guerres et ses politiques de domination ne signifie pas accepter sans critique les réponses militaristes proposées par l'OTAN et les gouvernements européens. Il est possible de distinguer la défense des populations de la fuite en avant dans le réarmement et la militarisation permanente.

Enfin, quand Francken affirme que « **le nombre de jeunes recrues de 17-18 ans** qui veulent entrer à la Défense » serait « incroyable », il **ne s'appuie sur aucun chiffres publics précis**. C'est sans doute parce que tout indique au contraire que l'armée belge connaît une pénurie structurelle de personnel et qu'elle peine à recruter sans campagnes massives et incitants financiers.

En septembre 2025, la Défense a publié un communiqué sur son site annonçant officiellement l'ouverture de 4.800 nouveaux postes et expliquant qu'il s'agit de la première étape d'un plan visant à doubler les effectifs d'ici 2035.

Par ailleurs, le communiqué de la Défense est explicite : « *Équipements de haute technologie, nouveaux véhicules, avions modernes et navires... Les investissements récents dans le matériel de Défense exigent du personnel supplémentaire. Cette année encore, notre organisation, premier recruteur du pays, vise un large éventail de profils.* »¹¹ Autrement dit, le besoin de recruter ne vient pas d'une menace clairement définie, mais de la nécessité d'utiliser le matériel acheté !

Si l'enthousiasme des jeunes était réellement suffisant, pourquoi aurait-il fallu réintroduire un service militaire volontaire, envoyer une lettre à l'ensemble des 17 ans du pays et promettre 2 000€ nets par mois pour un an de service ?



Extrait n°5

“ Pour Stephane Burton, le salon servira justement à “ envoyer un signal vers le grand public”, pour lui expliquer entre autres l’intérêt pour le monde civil des développements technologiques dans la défense et la sécurité, a-t-il conclu. ”



L’auteur de l’article choisit de donner **le dernier mot** à Stephane Burton, président de la Belgian Security & Defence Industry (BSDI) qui affirme qu’il existerait un « intérêt pour le monde civil » pour les technologies militaires, sans que le journaliste ne lui demande lesquelles.

En reprenant cette affirmation sans aucune distance, **l’article renforce un poncif de l’industrie d’armement** (« les développements militaires finissent par bénéficier aussi au monde civil ») qui sert à se donner de la légitimité.

Ce récit est d’ailleurs au cœur des discours officiels. Par exemple, la Commission européenne prétend que les dépenses militaires auraient des effets d’entraînement positifs sur l’innovation civile, en citant souvent Internet comme exemple.

Or la recherche montre que ce qui a permis Internet, ce n’est pas la logique militaire en soi, mais une politique publique visionnaire de financement de la recherche à long terme et de coordination entre universités et laboratoires.

Par ailleurs, le secret-défense, la spécificité des besoins et la logique de profit limitent fortement la diffusion des innovations militaires vers le civil.¹²

ARTICLE N°2

Article réservé aux abonnés

Boycott d'Israël et ristournes pour les enfants : le salon Bedex pris dans la polémique

Le premier salon belge de la Défense ouvre ses portes au grand public ce samedi.



Raphaël Meulders | Journaliste service Economie

Publié le 13-03-2026 à 14h18 - Mis à jour le 13-03-2026 à 16h30

Enregistrer



Depuis la guerre à Gaza, les sociétés israéliennes ne sont plus les bienvenues dans la plupart des salons européens de Défense. ©PRE

“D’aucuns l’auront remarqué : il y a des absents au salon belge de la Défense, Bedex, qui ouvre ses portes au grand public ce samedi sur le plateau du Heysel à Bruxelles. Parmi les 200 exposants venus de 27 pays, on ne trouve ainsi aucune entreprise israélienne. Israël, septième exportateur mondial d’armement, possède pourtant des entreprises à la pointe de la technologie en matière de Défense, telles que Rafael ou Elbit Systems.

Mais depuis la guerre à Gaza, les sociétés israéliennes ne sont plus les bienvenues dans la plupart des salons européens de Défense. Que ce soit à Madrid (Feindef), Rotterdam (Neds) ou Paris (Eurosatory), elles n’ont ainsi pas été conviées ces derniers mois, avec des justifications allant de la décision politique assumée aux craintes de sécurité qu’auraient suscitées leurs présences. Lors du dernier salon du Bourget (Paris), en juin dernier, les stands israéliens avaient aussi été “bâchés” en dernière minute suite à une forte contestation populaire et politique.

Qui a pris cette décision de ne pas les inviter en Belgique ? La question semble déranger, chacun se renvoyant la balle. “ Cela ne vient pas du gouvernement belge, mais de la Défense”, nous signale le cabinet du ministre des Affaires étrangères, Maxime Prévot (Les Engagés). “ Bedex est organisée par une entreprise privée”, nous rétorque-t-on du côté de Theo Francken, ministre de la Défense (N-VA) “ Sans commentaire”, nous répondent les organisateurs. Il nous revient toutefois que Theo Francken “ était bien conscient des risques de sécurité ”d’une présence israélienne à l’évènement bruxellois.” ”

“Reste que même absent, l’État hébreu fait parler de lui. Près de 40% des exposants ont des liens commerciaux structurels avec Israël”, s’insurge ainsi Samuel Legros de la Coordination Nationale d’Action pour la Paix et la Démocratie (CNPAD). D’après lui, certaines entreprises présentes au Bedex auraient aussi fourni du matériel militaire pour commettre “ des crimes de guerre et des violations massives et brutales du droit international humanitaire” ces dernières années dans plusieurs endroits du globe.

Autre critique : l’évènement propose un ticket d’entrée à moitié prix pour les enfants de moins de 15 ans. “ C’est cynique et choquant, dénonce M. Legros. Il y a une volonté du gouvernement belge de militariser les esprits dès le plus jeune âge. Il existe pourtant d’autres options que la violence pour apaiser les tensions géopolitiques”. ”



Cet article présente deux « polémiques » autour de BEDEX : l’absence d’entreprises israéliennes et les tickets à prix réduit pour les enfants. Il décrit l’absence du régime israélien comme une sorte de curiosité et comme un sujet de « renvoi de balle » entre Prévot, Francken, la Défense et les organisateurs.

Il limite le débat à la question : « Qui a pris la décision de ne pas inviter d’entreprises israéliennes ? ».

Pour rappel, **la Convention de Genève** impose aux États de « faire respecter » le droit international humanitaire en toutes circonstances ; **la Convention sur le génocide** impose de prévenir et de ne pas se rendre complice d’un génocide.

Dans un arrêt du 16 mars 2026, **la Cour d’appel de Bruxelles** a confirmé que ces obligations ont un effet direct en droit interne et que le juge belge doit contrôler, en cas de « risque sérieux de génocide » ou de violations graves du droit international humanitaire, si l’État a agi « comme une autorité normalement prudente et compétente placée dans les mêmes circonstances ». Autrement dit, un manquement de l’État belge à ces obligations peut désormais être constaté et sanctionné par les juridictions nationales. Ces principes ont été confirmés et renforcés par un second arrêt de la Cour d’appel, qui rappelle que les obligations de prévention en juillet 2026.¹³

L’article de La Libre ne reprend rien de ces éléments. **Le droit international est totalement évacué**, alors qu’il devrait être la première grille de lecture d’un salon où exposent des sociétés directement impliquées dans la fourniture d’armes et de technologies à une armée qui comment un génocide.

C’est exactement ce que met en lumière Francesca Albanese dans son rapport sur l’économie politique du génocide.

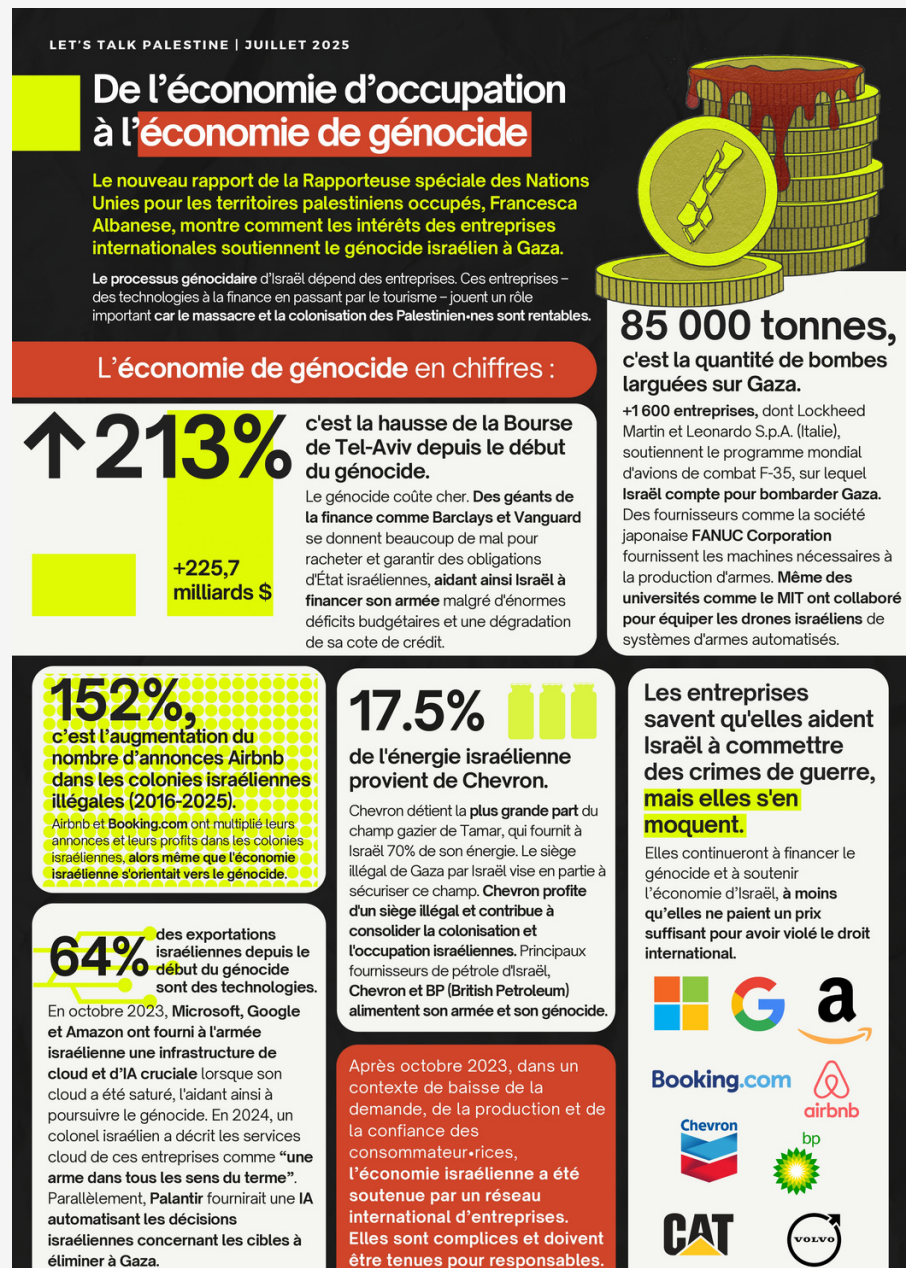
« Alors que la vie à Gaza est en train d’être anéantie et que la Cisjordanie subit des assauts de plus en plus violents, le présent rapport montre pourquoi le génocide perpétré par Israël se poursuit : parce qu’il est lucratif pour beaucoup. En mettant en lumière l’économie politique d’une occupation devenue génocidaire, le rapport révèle comment l’occupation permanente est devenue le terrain d’essai idéal pour les fabricants d’armes et les grandes entreprises technologiques – assurant une offre et une demande illimitées, peu de contrôle et une impunité totale – tandis que les investisseurs et les institutions privées et publiques profitent librement.

Trop d’entreprises influentes restent inextricablement liées financièrement à l’apartheid et au militarisme israéliens. »¹⁴ 22



« Les affaires se poursuivent normalement, mais rien dans ce système, dont les entreprises font partie intégrante, n'est neutre. Les facteurs idéologiques, politiques et économiques qui continuent de soutenir le capitalisme racial ont transformé l'économie israélienne d'occupation fondée sur le déplacement et le remplacement en une économie de génocide. **Il s'agit d'une « entreprise criminelle commune » dans laquelle les actes de chacun contribuent en fin de compte à toute une économie qui alimente, approvisionne et facilite le génocide.** »¹⁵

Quant au **passage sur les tickets à moitié prix**, l'auteur se contente de rapporter une critique de la CNAPD mais sans la replacer dans un contexte de militarisation plus large de la société belge. **Ce qui la rend anecdotique** car elle n'offre pas suffisamment d'éléments pour l'appréhender dans toute sa complexité.



ARTICLE N°3

L Article réservé aux abonnés

"Ce sont des gens déconnectés qui manifestent contre le Bedex. Le jour où il faudra se défendre, ce seront les premiers à pleurer"

Le dossier | Politiques et industriels balaient du revers de la main les critiques "anti-Bedex", le premier salon de la défense belge. Un succès déjà rentabilisé, selon l'organisateur.



Antonin Marsac | Journaliste - Coordinateur La Libre Eco

Publié le 13-03-2026 à 16h24 - Mis à jour le 16-03-2026 à 09h22

Enregistrer



Maxime Prévot, ministre des Affaires étrangères, au Bedex. ©Antonin Marsac

Extrait n°1

“Pour certains, la guerre semble déjà un souvenir lointain. Il faut se réveiller », entend-on par-là, “ ne le dites pas, mais mon fils milite contre ce salon. Pourtant, je dois l'avouer : il est crucial. La défense est incontournable. Le monde n'est plus ce qu'il était”, peut-on percevoir plus loin.””



Ce passage oppose la figure du « **réaliste lucide** » à celle des « **naïfs** » qui n'ont pas connu la guerre. En mettant dans la bouche d'une figure supposée « ordinaire » un discours parfaitement aligné sur les éléments de langage politiques militaristes, on lui donne du crédit, le présente comme du bon sens.

Par ailleurs, ce procédé **infantilise** la contestation en opposant implicitement la jeunesse militante (le fils, qui serait dans l'erreur) au parent raisonnable qui « a compris » la nécessité de la défense.



Extrait n°2

“Pour sa grande première, le Bedex (Brussels European Defense Exhibition), premier salon consacré à la défense en Belgique, a déjà fait couler beaucoup d’encre. Même sur place, quelques (**rares**) prises de position trahissent un certain malaise. Mais nous reviendrons plus loin sur les critiques et polémiques.

Quoi qu’il en soit, selon l’organisateur Joan Condijs, CEO de Deficom, déjà à l’origine de Batibouw, c’est un succès. Et un succès rentable.

“Nous ne donnons pas les chiffres détaillés des salons, mais en investissement, on parle d’un montant à six chiffres... Et le salon ne sera certainement pas en perte pour sa première édition. C’est fantastique, c’est au-delà des attentes”, glisse-t-il avec fierté. Les principales recettes proviennent, elles, des différentes entreprises sponsors. L’ouverture au grand public (à 10 euros l’entrée, NdLR), “ ce n’est pas pour l’argent. Les exposants veulent montrer leur savoir-faire. C’est une industrie qui cherche des talents”, explique-t-il.

Se voient-ils, avec son coorganisateur Yassine Rafik (MR), comme des concurrents des grands salons tels qu’Eurosatory à Paris ? “ Non, on est convaincus qu’il y a une place sur le marché. Bruxelles, siège de l’Otan et capitale européenne, est un endroit stratégique. Les exposants savent que c’est ici le lieu de rencontre des décideurs européens”, répond-il, précisant ne pas encore savoir si l’expérience sera reconduite dès l’an prochain ou selon un rythme bisannuel, par exemple.” ”



La critique est citée, mais immédiatement marginalisée et repoussée à plus tard. Le mot « rares » implique que les critiques sont minoritaires, presque anecdotiques.

Le terme « malaise » **psychologise la contestation** : ce ne serait pas une critique articulée, mais une gêne, un inconfort.

Le « **quoi qu’il en soit** » permet de clore implicitement le chapitre des critiques pour ouvrir celui de la success story. Autrement dit, peu importe les polémiques, passons à ce qui compte : le succès et la rentabilité du salon. La contestation devient un bruit de fond.

Le discours de Joan Condijs, organisateur du salon, est ensuite relayé sans distance. L’article reprend le vocabulaire classique de la réussite entrepreneuriale.

Enfin, la référence à Bruxelles comme « *siège de l’Otan et capitale européenne* » permet de renforcer l’idée que BEDEX est prestigieux et central.

En combinant ces éléments, cette introduction présente le salon comme à la fois rentable, utile et légitime, un récit où seule compte la réussite commerciale d’un événement au service de l’industrie de la guerre.



Extrait n°3

“Plus de place pour les groupes belges

Le salon met à l'honneur FN Browning, son principal sponsor – à hauteur de plusieurs centaines de milliers d'euros, comprend-on après discussion avec son CEO – ainsi que John Cockerill, deux fleurons belges de l'armement, même si leur taille reste modeste au regard des grands champions mondiaux du secteur.

“ C'est une vitrine de l'industrie belge, qui n'est pas la plus grande du monde, mais qui n'a pas à rougir”, commente Joan Condijs. “ Et j'insiste : j'entends les critiques de certains manifestants, mais Bedex est un salon de la défense, pas uniquement de l'armement. C'est beaucoup plus large que les seules armes. C'est dommage de réduire la défense à l'armement. Elle sert aussi la société civile”, ajoute-t-il.

Les politiques en front commun “anti-anti”

Une fois à l'intérieur du salon, les militants “anti”, privés d'accès durant les journées B2B (business to business), sont absents. Et les discours changent radicalement.



Parler de « militants anti » sans complément, c'est réduire leur position à un réflexe négatif, presque irrationnel : **ils seraient « contre » par principe**, là où les autres seraient pour la sécurité, l'emploi, la souveraineté. Le journaliste constate qu'ils sont exclus des journées où se prennent les décisions (B2B), **sans questionner cette exclusion** alors que BEDEX est présenté comme un « débat sur la défense ».



Extrait n°4

“Politiques et industriels font bloc, serrent les rangs.

Un même point de vue domine : la défense n'est plus un tabou, mais un levier industriel et stratégique. Un enjeu jugé essentiel pour la sécurité de l'Europe.

Le terme « tabou » suggère qu'il s'agissait d'un sujet dont on n'osait pas parler, comme si la société était prisonnière d'un blocage irrationnel enfin dépassé. Le « lever » de ce tabou apparaît alors comme un progrès et la militarisation comme une simple libération d'une parole jusque-là empêchée. Les réticences ou les critiques face à Bedex et son monde sont implicitement renvoyées à de l'archaïsme ou du déni.





Extrait n°5

“Le ministre de l'Économie, David Clarinval (MR), a résumé cette ambition sans détour : ouvrir les financements publics pour stimuler l'industrie et “ assurer un retour sur investissement à la Belgique”, avec des retombées sur l'emploi. Un point essentiel pour l'Arizona, qui a fait de la remise au travail son cheval de bataille.



Nous retrouvons à nouveau l'argument des opportunités économiques et de la nécessité de financements publics sans interrogation sur le type d'emplois créés, ni sur le sens d'une dépendance accrue à l'industrie de la guerre.

Présentée comme une évidence de bon sens, **cette « remise au travail » a pourtant servi de justification à une série de mesures d'une incroyable violence sociale** à l'égard des personnes au chômage, les malades de longue durée, les personnes sans-papiers au détriment de leur santé, de leurs droits et de leur dignité.



Extrait n°6

“ Si on ne maîtrise pas notre défense, on aura perdu notre souveraineté. [...] Qui veut la paix prépare la guerre”, lâche-t-il, reprenant à son compte la célèbre formule latine si vis pacem, para bellum.

“ Ce sont des gens déconnectés de la réalité qui manifestent contre. Le jour où il faudra se défendre, ce seront les premiers à pleurer parce que la défense ne les aidera pas. Donc moi, ces manifestants, je ne leur accorde pas beaucoup d'intérêt”, poursuit-il.

Le même discours revient dans les allées. Le ministre des Affaires étrangères, Maxime Prévot, martèle qu'avec les milliards d'investissements envisagés par plusieurs États, il faut que la Belgique puisse prendre sa part du gâteau. “Le Bedex doit servir à montrer notre savoir-faire, mais aussi à le faire savoir”, glisse-t-il, avec un sens de la formule.

“ La période bisounours et peace and love est terminée. La nostalgie ne sera jamais une stratégie. Comme tout le monde, j'aspire à ce que nous puissions vivre en paix, mais il faut être lucide. Les 80 années qui viennent de s'écouler en Europe occidentale nous font considérer la paix comme un acquis, alors que, dans une perspective historique, c'est une exception. Nous devons donc aujourd'hui nous prémunir, construire cette Europe de la défense pour éviter l'Europe de la défaite”, martèle-t-il.



Ce passage aligne **une série de formules toutes faites**, typiques des discours officiels, qui remplacent un débat de fond par des slogans. Les phrases de David Clarinval sur les manifestant·es qui les décrit comme des « gens déconnectés de la réalité » qui « seront les premiers à pleurer » le jour où « il faudra se défendre », relèvent de **la disqualification pure et simple** : les opposant·es sont renvoyés à l'irrationalité, à l'ingratitude et à l'immaturité. Le média relaie ces propos sans contre-argument ni mise en perspective, ce qui contribue à banaliser un mépris assumé envers celles et ceux qui contestent la militarisation.

La formule latine « si vis pacem, para bellum », largement réutilisée dans les discours sécuritaires contemporains, transforme une doctrine plus que contestable – préparer la guerre pour avoir la paix – en vérité intemporelle, en s'adossant à l'autorité supposée de la tradition latine.

Maxime Prévot, de son côté, ridiculise et vide de sa substance tout un héritage antimilitariste en amalgamant le mouvement « peace and love » aux « bisounours » : toute critique de la fuite en avant militaire se retrouve renvoyée du côté de la naïveté enfantine, alors même qu'aucune alternative politique (diplomatie, désarmement, sécurité humaine) n'est discutée.



La discrétion de Lockheed Martin

Alors que le mot souveraineté revient à tous les coins du salon, difficile de passer à côté des stands américains, parmi lesquels Lockheed Martin, célèbre fabricant du F-35, et RTX (ex-Raytheon), spécialisé notamment dans les missiles. Alors, les Américains, toujours “alliés” des Européens ? Du côté de Lockheed, on nous répond “ no comment ” : c’est “ only business”. Chez les autres, les sourires sont de rigueur, mais on repassera pour des réponses plus précises.

Côté belge, on croise de nombreuses PME, ainsi que les deux géants du salon : FN Browning, spécialiste de l'armement léger – fusils d'assaut, armes de poing, munitions, etc. – et John Cockerill, dont la branche défense s'est spécialisée dans l'électronique, les tourelles et, depuis peu, les blindés, via le rachat du groupe français Arquus.

Julien Compère, CEO de FN Browning, insiste sur “ la nécessité de montrer la force de l'industrie de défense et de sécurité belge, au cœur de l'Otan et de l'Union européenne ”. L'enjeu “ n'est pas seulement symbolique : il s'agit aussi de recruter, d'attirer de nouveaux profils, afin de soutenir la montée en cadence”, explique-t-il. Laurent Hublet, nouveau ministre bruxellois de l'Économie (Les Engagés), a lui aussi fait le déplacement.

S'il balaie, avec un brin d'humour, les rumeurs farfelues sur une transformation du site d'Audi Bruxelles en usine de production de blindés, il affirme néanmoins que Bruxelles reste une terre d'accueil pour la défense, “ en particulier pour les petites et moyennes entreprises actives dans les usages civils et militaires (“dual use”)”.

“ On doit être réalistes et en finir avec la naïveté”, dit-il, en pointant notamment “ les menaces cyber et autres qui pèsent sur les hôpitaux et les services essentiels. Ne pas investir dans la défense reviendrait à affaiblir les services cruciaux pour la population ”. Un mot de conclusion, partagé par tous ? L'angélisme, c'est terminé.



Le ministre bruxellois de l'Économie parle de "rumeurs farfelues" autour d'une transformation du site d'Audi en usine de blindés. **Pourtant, il ne s'agit pas de spéculations** : Theo Francken a lui-même déclaré, à la RTBF, qu'il travaillait sur la possibilité de transformer l'usine en "unité de production de défense" et a évoqué l'assemblage de véhicules blindés, tandis que le groupe John Cockerill examine une chaîne de montage de blindés légers et d'engins anti-drones sur ce site.¹⁶

Quand Laurent Hublet balaie, "avec un brin d'humour", les "rumeurs farfelues" sur la reconversion d'Audi Brussels en usine de blindés, il délégitime une inquiétude pourtant nourrie par des annonces publiques du ministre de la Défense.

En qualifiant ces craintes de "farfelues", le ministre renverse la charge : ce ne sont plus les projets de militarisation qui sont discutables, ce sont celles et ceux qui les critiquent qui deviennent naïfs voire un peu ridicules.

Ce procédé s'inscrit dans la logique générale de l'article, où les voix militaristes sont mises en scène comme les seules raisonnables et où la contestation est constamment psychologisée ("malaise"), infantilisée ("bisounours", "peace and love") ou pathologisée ("déconnectés de la réalité").

Enfin « *L'angélisme, c'est terminé* » qui clôture l'article n'est plus une citation mais la phrase de conclusion de l'auteur :

il reprend donc à son compte le lexique de Clarinval et Prévot (« naïveté », « bisounours », « peace and love ») et le transforme en **conclusion éditoriale**.

Cet article offre ainsi un exemple éclairant de la manière dont les grands médias contribuent à la légitimation médiatique du salon, en naturalisant la militarisation et en marginalisant ses opposant·es

LA FACE CACHÉE DE BEDEX

Les victimes humaines

« *Le monde des armes est un monde qui, pour partie, s'expose, et pour partie, opère dans l'ombre* »¹⁷

Le salon fonctionne comme **un site de production d'ignorance sur les armes et leurs conséquences**. C'est à travers cette ignorance que l'on cherche à relégitimer le secteur, à le normaliser et à inciter à toujours plus d'achats et d'exportations d'armes.

« *Il y a un accord tacite selon lequel personne ne parle jamais des implications de ce business, ni de ce que font les États, les grandes industries ou les entreprises qui achètent ces armements.* »¹⁸

Assez logiquement, la communication officielle de Bedex n'aborde jamais toute une série d'aspects pourtant indissociables du secteur de l'armement.

Ces « angles morts » se trouvent aussi dans la couverture médiatique qui en est faite dans sa grande majorité.

Nous pouvons donc considérer que les médias généralistes sont aussi des sites de production d'ignorance sur les armes et les contextes dans lesquelles elles sont utilisées.

Les discours pro-militaristes et la communication de BEDEX occultent complètement une réalité essentielle : **les armes et technologies militaires tuent, mutilent et traumatisent des milliers de personnes, qui sont en immense majorité des civils.**

La guerre moderne est presque toujours asymétrique, et l'écrasante majorité des victimes ne participe pas aux combats.

Selon des organisations humanitaires et des agences des Nations unies, entre 80% et 90% des victimes des guerres contemporaines sont des civils, en particulier lorsque des armes explosives sont utilisées dans des zones habitées.¹⁹

Cela est accentué par le développement des armes à distance, notamment les drones, qui permettent de tuer sans jamais s'exposer. « *Nous sommes entrés dans l'ère des combats sans combattants, (...), des guerres sans soldats* ». ²⁰

Certains de ces drones ne sont même plus pilotés directement par des humains, mais guidés par des systèmes d'intelligence artificielle. De ce point de vue, le génocide en cours à Gaza constitue un véritable laboratoire d'expérimentation des techniques de destruction de masse. Une enquête de +972 Magazine révèle que l'armée israélienne a mis au point un programme d'IA, « Lavender », qui joue un rôle central dans les bombardements de Gaza²¹.

Le programme Lavender analyse les données de la quasi-totalité des 2,3 millions d'habitants de Gaza pour leur attribuer un score de « probabilité » d'appartenance au Hamas ou au Jihad islamique.

En quelques semaines, le système aurait marqué jusqu'à 37 000 Palestiniens comme « militants présumés », en associant à chacun sa maison familiale comme lieu de frappe potentiel.

Après un contrôle jugé « correct à 90 % », les officiers ont été autorisés à adopter presque automatiquement les listes produites par l'IA, en ne passant parfois qu'une vingtaine de secondes par cible pour vérification. Un second logiciel, « Where's Daddy? », suit ces personnes en temps réel et déclenche une alerte lorsqu'elles rentrent chez elles, ce qui permet de bombarder la maison entière, souvent de nuit, avec toute la famille à l'intérieur.

Ces frappes ne se produisent pas à proximité de « zones de combat » mais au cœur de quartiers densément peuplés, parmi les derniers espaces encore accessibles aux civils à Gaza.

Plusieurs témoignages recueillis par des ONG et des médias évoquent aussi l'usage de quadricoptères israéliens diffusant des enregistrements de pleurs de bébés et de cris de femmes pour pousser des Palestinien.es à sortir de chez eux pour tenter de les sauver, avant de les prendre pour cible.

Ces tactiques n'augmentent pas seulement le nombre de morts et de blessé.es : **elles dévastent la santé mentale individuelle et collective**, en installant une peur chronique et une insécurité permanente.

*« Nous sommes habités par la peur lancinante d'une "fin du monde" à venir. L'apocalypse hante nos romans, nos films et nos cauchemars. (...) Ces fantasmes eschatologiques qui traversent l'Occident ressemblent à une expiation qui ne s'assume pas. Car **l'histoire humaine a déjà connu des fins du monde parties de notre sol**. Des mondes ont déjà disparu sous les sabots des conquistadors, le fer des empires, les bottes des maréchaux. **Simplement, la plupart n'ont pas eu lieu sous nos latitudes**. (...) Les colonisations ont été des apocalypses marquées par l'extinction de peuples, d'animaux, de coutumes, parfois de sociétés entières. »²²*

On s'inquiète aujourd'hui de la guerre parce qu'elle serait « à nos portes » – ce qui est contestable en soi si on vit en Belgique – alors que nos États sont responsables, directement ou par procuration, de multiples guerres à travers le monde.

Les discours actuels présentent la situation comme si le monde avait été relativement pacifique jusque-là. Or l'Europe et les États-Unis sont impliqués depuis des décennies dans une succession de guerres, d'occupations et d'interventions en Afrique, en Asie et en Amérique du Sud, qui ont fait des millions de morts directs et indirects. Le « retour de la guerre » est donc moins un fait nouveau qu'un changement de point de vue : **la guerre devient visible lorsqu'elle menace les corps blancs, alors même qu'elle n'a jamais cessé de structurer la vie quotidienne des « Autres ».**

Ces morts, en grande majorité des civils, restent largement invisibles ou abstraites dans les discours dominants occidentaux, pour lesquels la guerre est toujours ailleurs. Les destructions écocidaires, les famines, les épidémies, les déplacements forcés, etc. frappent prioritairement des populations non blanches, tandis que les sociétés du « Nord » continuent de bénéficier des ressources, des routes commerciales et des alliances stratégiques ainsi sécurisées. Nous ne « découvrons » donc pas la guerre : nous découvrons seulement que certains de ses effets peuvent désormais nous atteindre, alors que nos États ont produit, financé ou armé des guerres dont les victimes sont innombrables, invisibilisés, criminalisés et désincarnés.

À ce titre, les discours militaristes sont aussi profondément racistes.

La guerre, une « forme aggravée de patriarcat »

« Dès les premières guerres, l'appropriation des ressources et du corps féminin vont de pair »²³

La guerre renforce des rapports de pouvoir patriarcaux déjà existants et les pousse à l'extrême. *« La marche à la guerre s'accompagne presque toujours de la promotion de la famille hétérosexuelle, du renforcement de l'assignation des femmes aux tâches de reproduction, ainsi que de restrictions des droits reproductifs et démocratiques. »²⁴*

En France, Emmanuel Macron a ainsi parlé de « **réarmement démographique** » dès janvier 2024, en appelant à une « mobilisation » face à la baisse historique de la natalité. La natalité est ici conçue comme un enjeu stratégique, administré par l'État en fonction de ses priorités économiques et militaires, et la reproduction devient un devoir patriotique assigné aux femmes.

En Belgique, nous n'en sommes pas (encore) à ce type de discours liant ouvertement natalité et puissance militaire. Mais il n'est pas impossible qu'ils apparaissent, au vu de l'extrême-droitisation du paysage politique.

Historiquement, les crises et la montée de l'autoritarisme vont de pair avec un renforcement du contrôle étatique sur le corps des femmes.

Par ailleurs, la guerre renforce à la fois la paupérisation des femmes et l'intensification des violences sexuelles à leur encontre.

Les viols de masse constituent des armes à part entière :

« il s'agit en effet, à travers les violences sur les femmes, de détruire les structures sociales, les liens familiaux, de traumatiser le groupe sur plusieurs générations, de "déshonorer l'ennemi" »²⁵

Les conséquences des guerres touchent donc de manière disproportionnée les femmes et les communautés LGBTQ+, notamment en termes de violences sexuelles, d'exode forcé et de risques accrus de pauvreté.

Les enfants en première ligne

Mais **les premières victimes des guerres sont les enfants.**

En 2024, 470 millions d'enfants, près d'un enfant sur six dans le monde vivait dans une zone de guerre. Ils sont sur-représenté.e.s parmi les personnes tuées ou mutilées par des mines et parmi les personnes déplacées ou sous-alimentées. Au-delà des morts directes, ce sont souvent eux qui subissent le plus durablement la destruction des services vitaux (eau, santé, école) et les traumatismes psychiques à long terme.²⁶

Agir contre le militarisme ici, c'est donc aussi agir contre le militarisme ailleurs, en solidarité avec des peuples qui subissent la guerre et toutes ses conséquences depuis longtemps.



Le slogan "protéger ce qui compte", illustré par une famille en promenade dans les bois ou des cyclistes sur une montagne associe la défense à la protection de la vie quotidienne et de la nature. Ce dispositif détourne l'attention des réalités concrètes de l'industrie de l'armement pour les présenter comme geste d'amour et de soin envers ce qui nous est précieux. En liant ainsi la militarisation à un imaginaire familial et écologique, Bedex cherche à rendre la défense incontestable.

Les écocides

L'écocide est intrinsèquement lié à la guerre. Les guerres détruisent, polluent et dégradent durablement les vies des êtres vivants et des écosystèmes. **La destruction de l'environnement n'est pas seulement un effet collatéral de la guerre, il s'agit aussi d'une stratégie délibérée** : ravager les milieux de vie pour briser les sociétés qui y habitent.

*« Pour s'approprier les vastes plaines d'Amérique du Nord, les colons européens ont organisé un gigantesque écocide. Incapables de vaincre les tribus natives sur le plan militaire, ils éradiquent le bison, animal indispensable pour se nourrir, se vêtir et se chauffer. (...) A la fin du siècle, l'espèce était en voie d'extinction. Il s'agissait de détruire les équilibres fragiles entre les peuples natifs et leur environnement mais aussi le symbole de traditions ancestrales, d'anéantir un animal sacré ».*²⁷

En fait, la crise écologique naît avec la conquête coloniale : la même logique qui déporte, hiérarchise et exploite les populations organise aussi la déforestation, les monocultures et la destruction des écosystèmes et de la biodiversité, faisant de la colonisation une entreprise écocidaire dès l'origine.²⁸

*« Lors de la conquête de l'Algérie, le Maréchal Bugeaud ordonne en 1842 de « détruire les villages, couper les arbres fruitiers ; brûler ou arracher les récoltes, vider les silons (...) ce n'est qu'ainsi qu'on peut faire capituler ces fiers montagnards »*²⁹

Dans les semaines suivant le 7 octobre 2023, environ **90 000 oliviers sont brûlés, arrachés ou déracinés par l'armée et les colons israéliens**. On estime à 800 000 le nombre d'oliviers détruits par les colons depuis 1967 dans les terres volées aux Palestiniens. L'olivier met des décennies avant d'atteindre maturité et peut vivre plusieurs siècles. *« C'est un arbre important pour le peuple palestinien. En Palestine, la cueillette des olives est un moment fort, qui a lieu dans une ambiance festive et collective, d'éprouver l'attachement à la terre. »*³⁰

Le terme écocide est employé pour la première fois par le biologiste américain Arthur Galston à propos de la guerre menée par les États-Unis contre le Vietnam. Pour tenter de soumettre la population vietnamienne, **l'aviation américaine déverse des millions de tonnes d'agent orange (dioxine)**, un herbicide produit par Monsanto, sur les forêts et les terres agricoles du Vietnam et du Laos, **avec l'objectif explicite de détruire l'écosystème entier**. Les conséquences sont terribles et durent jusqu'à aujourd'hui où l'on estime à 5 millions le nombre de personnes intoxiquées par l'agent orange, avec des effets intergénérationnels persistants (bébés naissant sans membres, avec de graves malformations cardiaques ou des handicaps mentaux lourds).³¹

On estime qu'en 2022 « *la totalité de l'empreinte carbone militaire représente environ 5,5% des émissions mondiales* »³², en ne comptant que l'industrie militaire et non les guerres elles-mêmes ni les reconstructions rendues nécessaires par les destructions. **Cela représente, par exemple, plus d'émissions que l'ensemble du continent africain**, ou que l'aviation civile et le transport maritime réunis.

Précisons, que s'ils sont obligés de déclarer leurs émissions civiles de gaz à effet de serre, les États ne sont pas tenus de publier leurs émissions militaires. Le bilan est donc très certainement sous-évalué.

Les tirs et les explosions de milliers de bombes en tout genre multiplient eux aussi **les rejets dans l'atmosphère**. Les incendies de bâtiments, de forêts, de dépôts de munitions et de carburant, et d'infrastructures pétrolières qu'ils provoquent, libèrent à leur tour des gaz à effet de serre et des particules toxiques.³³

Reconstruire les bâtiments détruits a aussi un impact carbone élevé. La reconstruction de 100 000 bâtiments bombardés par le régime israélien à Gaza émettrait autant de carbone que la Nouvelle-Zélande en un an.³⁴

De plus, les explosions disséminent aussi des métaux lourds sur les habitations, les sols agricoles et les cours d'eau. Ces substances y restent durablement, jusqu'à intégrer la chaîne alimentaire. Les terres à blé d'Ukraine sont ainsi contaminées pour des décennies.

Par ailleurs, si les guerres impérialistes et l'industrie et la logistique militaires qui leur sont liées jouent un rôle majeur parmi les causes des catastrophes écologiques, depuis le début du 21^e siècle, elles sont aussi devenues l'une des principales modalités de réponse à ces catastrophes : c'est ce qu'on appelle le militarisme environnemental.

Depuis les années 1990, les armées (surtout américaine et française) publient leurs propres rapports sur le changement climatique. Elles y présentent le climat comme un problème de « sécurité » et se placent elles-mêmes au centre des réponses à venir. L'idée est de préparer une réponse militaire à l'augmentation des catastrophes naturelles, à la pénurie de certaines ressources, aux crises alimentaires, aux bouleversements des pôles et des océans et à l'arrivée de « réfugiés climatiques » par dizaines de millions d'ici 2050.³⁵

Les coûts

La militarisation européenne se fait **au détriment d'investissements essentiels et utiles à toutes**, comme le climat, la santé ou la protection sociale. Selon l'économiste Geert Peersman, appliquer la norme de 3,5% du PIB en dépenses militaires imposée par l'OTAN reviendrait, pour la Belgique, à réduire les pensions de 20%.³⁶

« Le gouvernement Arizona nous promet une législature d'austérité budgétaire. Les économies à engager pour respecter le cadre budgétaire européen se situent, d'après la Commission européenne, entre 22 et 30 milliards pour les 5 prochaines années. Entre 4,5 et 6 milliards par an, donc. (...) Une grande partie de cette somme sera trouvée en réduisant les dépenses sociales (7,9 milliards) et le budget des services publics (5,2 milliards). (...) »

Le déficit jugé excessif de la Belgique justifie la dégressivité des allocations de chômage, le plafonnement des aides sociales, la non-indexation du budget des soins de santé, la « flexibilisation » accrue du marché du travail, les aménagements des fins de carrière et des niveaux de pension, les économies drastiques dans la politique d'accueil des demandeurs et demandeuses d'asile, le rabotement d'un quart du budget de la coopération au développement, l'inexistence d'une politique d'adaptation et d'atténuation au dérèglement climatique, etc.

Un poste budgétaire, quasiment le seul, va pourtant continuer à augmenter en flèche : celui des dépenses militaires. Une augmentation qui se fera donc au détriment d'autres services publics, pourtant essentiels à la sécurité quotidienne des citoyennes et des citoyens belges et à celle de la planète. »³⁷

Face à cette logique, **une autre conception de la sécurité est possible et souhaitable :**

*« Notre sécurité ne serait-elle pas d'abord et avant tout garantie par un filet en cas de maladie, de perte d'emploi, d'aléas de la vie ? Par la lutte contre la pauvreté et pour une planète vivable et respirable ? Par une gestion raisonnée et durable des ressources sur terre ? Par la coopération, le dialogue et le multilatéralisme ? Par la solidarité ? »*³⁸

Le rôle de l'OTAN³⁹

Sur le site de Bedex, les premières informations de la rubrique « À propos » sont les suivantes : « *L'Europe accélère ses dépenses de défense dans le cadre du plan "ReArm Europe". La Belgique a le potentiel de devenir une plateforme de référence pour l'industrie européenne de la défense, en s'appuyant sur sa géographie stratégique et ses atouts institutionnels (OTAN, UE).* »

Dans la communication officielle de Bedex comme dans les discours médiatiques, **l'OTAN occupe une place centrale**. On le voit notamment à travers la figure de Mark Rutte, secrétaire général de l'OTAN, très présent dans les médias et qui a personnellement inauguré Bedex, et celle de Theo Francken, à la fois ministre belge de la Défense et vice-président de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN.

Cette centralité s'explique par le fait que Bruxelles accueille le siège politique de l'OTAN. Mais elle tient aussi et surtout au rôle de l'OTAN comme **acteur clé qui détermine les objectifs de dépenses militaires** (2 %, 3,5 %, voire 5 % du PIB) des États européens.

Dans les médias grand public, l'OTAN est très présente, mais rarement expliquée en profondeur, et encore moins discutée de manière critique, sans son histoire, ses interventions, ses normes de dépenses militaires ou son impact sur nos sociétés. Les analyses critiques existent mais elles restent marginales par rapport au flux dominant.

L'OTAN, ou Organisation du traité de l'Atlantique Nord, est une alliance politico-militaire créée en 1949 autour des États-Unis, du Canada et de plusieurs pays d'Europe occidentale*. Elle se présente comme une alliance « défensive » fondée sur la défense collective : si un État membre est attaqué, les autres sont censés lui porter assistance et elle affirme défendre la démocratie, les droits humains et un « ordre international fondé sur des règles ».

Historiquement, sa raison d'être pendant la guerre froide est de contenir l'URSS et de garder les États-Unis militairement présents en Europe.

Après la chute de l'URSS, l'OTAN aurait pu être dissoute, mais elle va progressivement élargir son champ d'action.

Les États-Unis représentent environ 60% des dépenses de défense des pays membres, cela veut dire que, si l'on additionne tous les budgets militaires des pays de l'OTAN, plus de la moitié de cet argent est dépensée par les États-Unis à eux seuls.

*Sur les 32 pays membres de l'Otan, 23 font partie de l'Union européenne et 7 se trouvent sur le continent européen, sans être membres de l'UE : l'Albanie, l'Islande, la Macédoine du Nord, le Monténégro, la Norvège, le Royaume-Uni et la Turquie. Enfin, les États-Unis et le Canada complètent la liste des pays membres de l'organisation.

Cela a pour conséquence que **l'OTAN impose des normes de dépenses toujours plus hautes** (au moins 2%, puis 3,5% du PIB, et désormais un objectif de 5% pour 2025) qui poussent les pays membres à investir massivement pour coller aux standards américains. Autrement dit, l'OTAN pousse concrètement les États à acheter davantage d'armes et à intégrer leur politique de défense dans une logique de préparation permanente à la guerre.

L'OTAN permet donc surtout aux États-Unis d'imposer une orientation militaire aux politiques européennes souvent au mépris du droit international et au détriment des peuples du Sud global qui subissent la plupart des guerres en cours.

Dans ses textes officiels, l'OTAN affirme défendre la liberté, la démocratie, les droits de la personne et l'état de droit. Mais en réalité **l'OTAN soutient, ou tolère des régimes et des pratiques contraires aux droits humains** : détentions arbitraires et torture dans la « guerre globale contre le terrorisme », prisons comme Guantánamo, et poursuites acharnées contre ceux qui exposent les crimes de guerre (Assange).⁴⁰

L'OTAN impose des normes budgétaires mais également **des éléments de langage** que nous retrouvons à présent dans de nombreux discours publics et médiatiques. Par exemple, elle a joué un rôle clé dans la diffusion du terme « **résilience** ». Dans le langage de l'OTAN, la résilience, c'est la capacité des sociétés à se préparer, résister et se relever face aux chocs : guerres, cyberattaques, coupures d'énergie, ...

Depuis 2016, l'OTAN en a fait un pilier officiel de sa stratégie : elle fixe des exigences de base (énergie, communications, santé, continuité de l'État, gestion des populations, etc.) et évalue la « résilience » de chaque pays allié.

Cela met l'accent sur la capacité à encaisser les chocs, plutôt que sur notre capacité à les prévenir. Dans cette approche, les questions « pourquoi ces chocs existent-ils, qui les produit, quels intérêts ils servent » sont évacuées. La guerre, la militarisation, les politiques économiques qui génèrent ces crises sont traitées comme des données quasi naturelles auxquelles il faudrait « adapter » la société.

La résilience OTAN invite donc surtout à se préparer à subir, à s'endurcir et à s'organiser pour continuer malgré la violence du système, plutôt qu'à prévenir cette violence ou à s'attaquer aux structures qui produisent les chocs.



Sur ce panneau, on voit un homme âgé et un enfant, de nuit, autour d'un feu de camp dans les bois, avec le slogan « Offrir un abri là où les abris se font rares ». À l'arrière-plan, un stand vante une machine qui rend l'eau potable.

Nous pourrions la voir comme **une mise en scène de la résilience tant promue par l'OTAN.**

Depuis 2025, la Commission européenne recommande officiellement que chaque citoyen dispose d'un « kit d'urgence de 72 heures » pour pouvoir tenir en autonomie en cas de crise, de guerre ou de catastrophe naturelle. Parallèlement, le marché des kits de survie d'urgence explose : il est estimé à plus d'un milliard de dollars en 2026.

Il est demandé aux populations de s'endurcir, de se préparer à survivre dans un environnement dangereux et cette "adaptation" devient une opportunité commerciale.

Re Arm Europe

ReArm Europe, rebaptisé ensuite Readiness 2030*, est un plan de la Commission européenne qui vise à organiser un « réarmement » massif de l'UE d'ici 2030, en dépensant jusqu'à environ 800 milliards d'euros pour les dépenses militaires.

Ce plan est présenté comme une réponse « pragmatique » à la guerre en Ukraine, aux menaces russes et aux menaces régulières de se désengager des États-Unis.

Le plan est articulé avec l'OTAN car il aide les pays de l'UE à atteindre les objectifs fixés par l'OTAN. Les priorités d'investissement sont les mêmes que celles identifiées comme des « lacunes » par l'OTAN. Ce plan est très favorable aux grandes entreprises d'armement et se fera au détriment des services publics, des politiques sociales et de la transition écologique, tout en étant décidé dans des instances où le débat démocratique est très limité voire inexistant.

*" suite à la réaction des dirigeants de l'Italie et de l'Espagne, qui affirment que le nom est excessivement chargé et risque d'aliéner les citoyens. Désormais, le plan visant à accroître les capacités de défense et la production dans l'ensemble de l'Union sera connu sous le nom de "Readiness 2030", en référence à la date à laquelle la Russie pourrait disposer des capacités nécessaires pour lancer une attaque contre un État membre de l'UE ou de l'OTAN."⁴¹



STOP
ReArm Europe
welfare, not warfare

Stop au réarmement européen - Online petition

Nous nous opposons au projet de l'Union européenne de consacrer 800 milliards d'euros supplémentaires à l'armement. De même, nous nous opposons à l'augmentation des dépenses militaires dans les États non membres de l'UE. Ces...

 openPetition

La paix, une menace pour les marchands d'armes

« L'investissement dans l'armement nourrit un cercle vicieux où **la paix devient une menace pour les profits**. Tant que les conflits (...) font rage, les armes trouvent un "marché". Mais **si les États stockent sans les utiliser, le marché s'engorge et sature**. Pour survivre, les fabricants ont besoin que ces armes brûlent sur les champs de bataille, générant de nouvelles commandes. »⁴²

Dans ce cadre, l'économie de l'armement s'inscrit dans une dynamique qui dépasse la simple réponse à des besoins sécuritaires.

« Depuis l'origine du capitalisme, **la peur est un marché** : les armes, les technologies de guerre et de contrôle sont des marchandises puisqu'on est dans un système d'accumulation. C'est devenu de plus en plus prégnant au cours du XXe siècle, avec l'entrée dans un capitalisme de la guerre permanente. Les technologies de contrôle, surveillance et répression sont devenues des marchés très importants. Susciter une peur, diffuser l'idée qu'il y a un risque de menace, ou même qu'il y a un sentiment d'insécurité, génère du profit. Alors même si la menace n'existe pas, l'idée c'est de dire : "On va vous proposer des solutions". »⁴³

Dès lors, la légitimation de ce système devient un enjeu central.

« Pour se justifier de gagner de l'argent, on dit répondre aux besoins des gens. Tant qu'on arrive à maintenir l'idée que le marché de l'armement répond aux besoins de la population, on utilise ce levier, mais si c'est impossible, on utilise des arguments d'autorité comme la nécessité du maintien de l'ordre, l'urgence, la souveraineté, la civilisation qu'il faut absolument protéger... »⁴⁴

Le SIPRI (Stockholm International Peace Research Institute) publie chaque année les revenus liés aux armes des 100 plus grandes entreprises du secteur.

En 2024, le SIPRI estime que les revenus d'armement des 100 plus grands groupes ont atteint 679 milliards de dollars de chiffre d'affaires lié aux armes, soit +5,9 % en un an, dopés explicitement par les guerres en Ukraine et à Gaza et les programmes de réarmement en Europe et en Asie.

En première position, Lockheed Martin avec 67,6 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 2023, pour 6,9 milliards de bénéfices nets, soit plus de 20 % de hausse du profit par rapport à 2022, et plus de 9 milliards redistribués aux actionnaires (dividendes + rachats d'actions) la même année.⁴⁵

Une fois les pays détruits, s'ouvre un second marché, celui de la reconstruction. En Ukraine, la reconstruction est déjà présentée aux grandes entreprises et aux fonds d'investissement comme une « opportunité » de plusieurs centaines de milliards de dollars, confiée à des acteurs comme BlackRock* dans une logique de « capitalisme du désastre » décrite par Naomi Klein⁴⁶. Ceux qui ont profité de la vente des armes se retrouvent alors en position de profiter aussi des contrats de reconstruction.

« Le capitalisme repose sur une équation implacable : s'étendre toujours plus et conquérir incessamment de nouveaux marchés. Tout peut et doit être produit, vendu, rentable, une quête qui se heurte à l'impossibilité d'une croissance infinie dans un monde fini. Mais la guerre résout cette impasse : elle double les opportunités, avec l'industrie de la destruction d'abord, puis celle de la reconstruction ensuite. Il s'agit de vendre des bombes puis de reconstruire les immeubles détruits »⁴⁷

*Une société multinationale américaine spécialisée dans la gestion d'actifs



Sur ce panneau qui était visible au salon Bedex, nous pouvons lire ***Vers un Schengen militaire.***

Cette politique européenne vise à harmoniser et accélérer les procédures pour que **les armées des États membres puissent traverser les frontières intérieures de l'UE plus vite**, avec des autorisations simplifiées et des infrastructures adaptées aux convois militaires lourds. Cela signifie que des décisions sensibles seront prises dans des délais très courts, via des procédures standardisées .

Cela réduit la capacité des parlements nationaux et des sociétés civiles à débattre des usages concrets de ces corridors, et renforce le poids des états-majors dans la définition de ce qui est « urgent » ou « nécessaire ».

Dans le même temps, les personnes migrantes se heurtent à des frontières toujours plus fermées, des routes toujours plus dangereuses et une criminalisation de leur mobilité et de leur existence même.

L'Europe investit massivement pour que ses armées puissent se déplacer, tout en refusant d'organiser des voies sûres et légales pour les personnes exilées.

A l'origine, Schengen désigne la zone de libre circulation des personnes entre plusieurs États européens, où les contrôles aux frontières intérieures ont été supprimés pour les voyageurs.

Des technologies testées là-bas puis utilisées ici

Le militarisme promu permet de rendre acceptables **les logiques de guerre dans des contextes de sécurité intérieure**. Depuis avril 2026, à Bruxelles, des militaires patrouillent dans les gares : on les croise sur les quais, dans les rames de métro, et même « accompagnant » des contrôles de titres de transport de la STIB. Il s'agit de l'opération Urban Shield (« bouclier urbain »). Selon le site de la Défense, il s'agirait de lutter contre « *la criminalité liée à la drogue* » et de « *contribuer à un environnement plus sûr, tant pour les policiers que pour les citoyens* ».

Cette présence militaire s'inscrit dans un cadre plus large de politiques sécuritaires, dont le Plan Grandes Villes est un exemple particulièrement révélateur.

« Cette opération est mise en place dans le cadre d'un « plan de lutte contre les criminalités liées au trafic de drogue », le Plan Grandes Villes. Ce plan repose sur trois piliers : multiplication des caméras de surveillance, renforcement des brigades de police et retour des militaires en ville. Le Plan Grandes Villes apparaît surtout comme un outil de contrôle militaire et policier sur certains quartiers. Il s'agit de la continuité du Plan Canal lancé il y a une dizaine d'années dans un contexte de « menace terroriste ». A cette époque, c'est dans le cadre de l'opération « Vigilant Guardian » que des militaires patrouillaient dans nos rues. Ce dispositif devait être temporaire, il aura finalement duré six ans.

À chaque fois, la recette est la même : plus de caméras, plus d'opérations coup-de-poing, plus de présence armée dans l'espace public.

Or, si ces plans étaient efficaces, il n'y aurait pas besoin de les relancer tous les cinq ou dix ans sous un nouveau nom. Leur répétition est au contraire la preuve de leur inutilité face aux causes sociales, économiques et politiques du trafic : ils servent surtout à installer durablement un contrôle policier et militaire sur des quartiers pauvres déjà stigmatisés. »⁴⁸

Cette militarisation se déploie aussi via des technologies de surveillance directement héritées des champs de bataille : reconnaissance faciale, vidéosurveillance algorithmique, drones, bases de données biométriques.

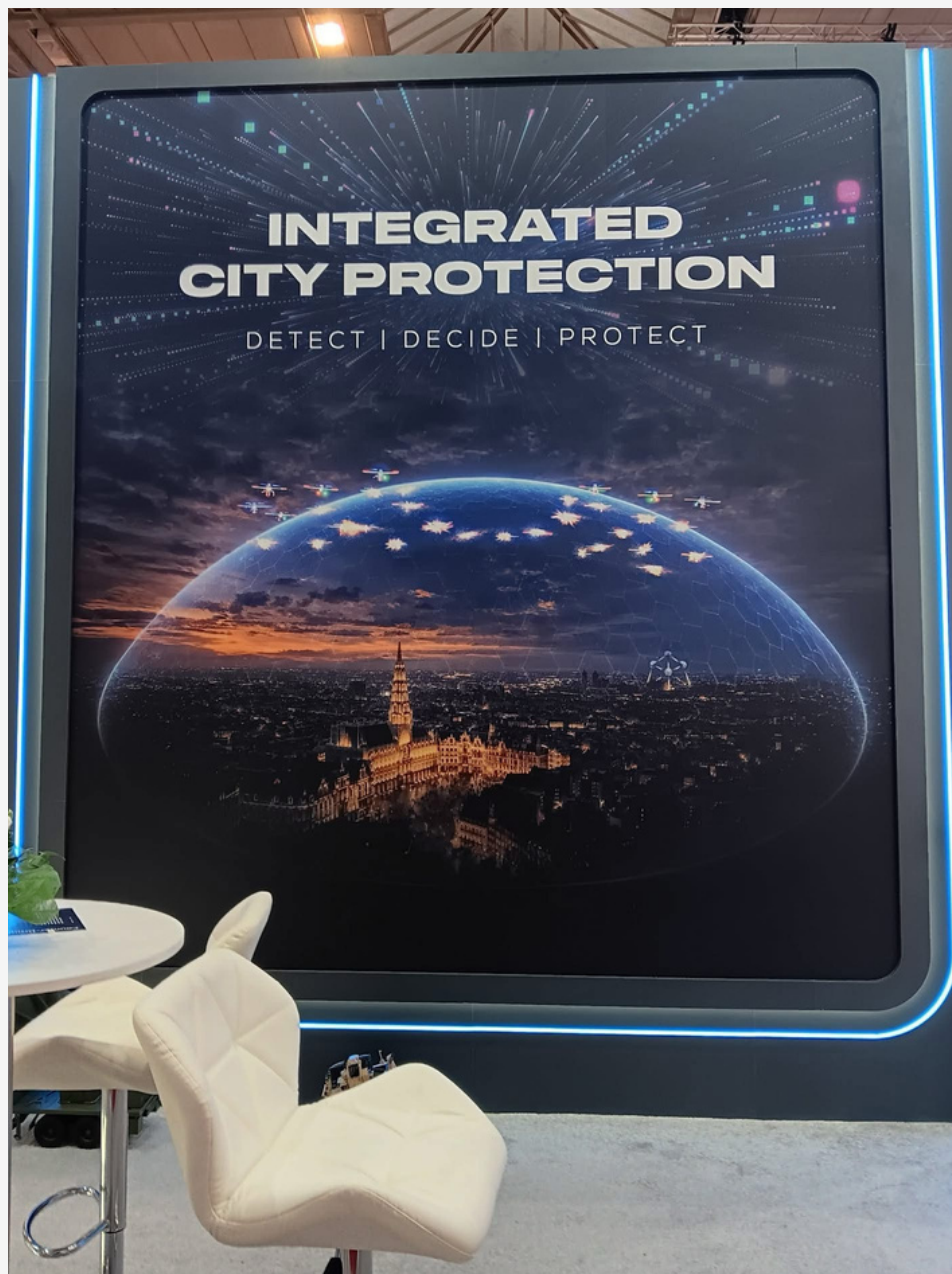
La Ligue des droits humains et le collectif Technopolis⁴⁹, entre autres, rappellent régulièrement que ces technologies contribuent à une mise sous contrôle croissante de certaines parties de la population (personnes en exil, sans-papiers, non blanches, pauvres) au nom de la sécurité, dans un cadre juridique flou et sans véritable débat démocratique, ni d'analyses d'impact sérieuses.

À l'échelle européenne, **le nouveau pacte asile-migration légalise également des pratiques militaires**. Frontex (l'agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes) et les États investissent massivement dans les drones, capteurs et autres systèmes pour surveiller les frontières et persécuter, voire tuer, les personnes en exil qui tentent de trouver refuge en Europe.⁵⁰

Parallèlement, on étend la collecte de données biométriques (visage, empreintes, et demain peut-être reconnaissance des émotions) sur les personnes migrantes, y compris des enfants dès six ans. Comme souvent, **les personnes en exil et non blanches servent de cobayes** : ce qui est d'abord justifié au nom de la « lutte contre l'immigration illégale » devient peu à peu la norme pour l'ensemble de la population. Les mesures d'exception ne le restent jamais très longtemps.

La reconnaissance faciale est en train de se déployer en Belgique. Il n'existe pourtant aujourd'hui aucun cadre légal autorisant la police à recourir à cette technologie dans l'espace public, mais au moins cinq zones de police sur 86 déclarent déjà en être équipées, l'une d'elles affirmant l'utiliser « souvent à très souvent ». Ces bases de données policières sont sur-alimentées par des personnes déjà marginalisées (personnes non blanches, sans-chez-soi, jeunes pauvres), de sorte que la reconnaissance faciale automatiserait et intensifierait leur surveillance, de manière invisible.⁵¹

La militarisation prend aussi la forme d'une police de plus en plus armée et équipée comme une force militaire : armes dites « à létalité réduite », canons à eau, nasses (illégales) et arrestations administratives de masse pour briser les manifestations. De nouvelles lois visent à restreindre le droit de manifester en permettant des interdictions préventives et des peines d'interdiction de manifester. L'usage routinier des canons à eau, des gaz lacrymogènes, des tenues antiémeutes lourdes, de chiens (parfois non muselés) à l'encontre des manifestant.es participe de cette militarisation où **la contestation sociale est assimilée à un risque sécuritaire**.



Sur ce panneau Bruxelles apparaît sous un dôme attaquée par des drones. Ce visuel met en scène la ville comme un champ de bataille à sécuriser par des technologies militaires. En enfermant Bruxelles sous une bulle défensive, ce visuel prépare l'idée que **la militarisation de l'espace public serait la condition normale pour vivre en sécurité**, au lieu de poser la question des causes politiques des conflits et des alternatives non militaires.

POUR ALLER PLUS LOIN

Autour de BEDEX et bien au-delà, des collectifs, plateformes et réseaux travaillent à contester la militarisation, à documenter les responsabilités des États et des entreprises, et à construire d'autres formes de sécurité fondées sur la justice sociale, la solidarité internationale et la désescalade. Ce dossier se veut un outil parmi d'autres pour nourrir ces dynamiques : il invite à regarder BEDEX non seulement comme un salon de la guerre, mais aussi comme un point de convergence pour des résistances qui relient critique des médias, luttes sociales, solidarités internationales et travail de démilitarisation au quotidien.

Smash BEDEX

Collectif antimilitariste qui s'est organisé spécifiquement contre le salon BEDEX, en articulant mobilisations dans les rues, actions directes et critique publique du rôle de Bruxelles comme vitrine de l'industrie de la guerre

<https://classecontreclasse.org/smash-bedex/>

Plateforme Stop Militarisation

Coalition de plus de vingt organisations de la société civile belge (mouvements de paix, syndicats, collectifs) qui s'oppose à la course aux armements, à la hausse des budgets militaires, à la présence d'armes nucléaires et à la transformation de Bruxelles en « supermarché de la guerre »

<https://stopmilitarisation.be/>

Stop ReArm Europe

Réseau européen qui rassemble des organisations anti-guerre, des collectifs et des groupes de recherche (ARCI, Stop The War, CND, ATTAC, Transform!Europe, TNI, etc.) pour contester l'agenda de militarisation de l'Union européenne et construire un mouvement transnational contre le réarmement.

<https://stoprearm.org/>

Coordination Nationale d'Action pour la Paix et la Démocratie (CNAPD)

Coordination pluraliste très active sur BEDEX et sur les politiques de réarmement belges et européennes, qui combine travail d'information, plaidoyer et mobilisation.

<https://www.cnapd.be/>

Agir pour la Paix / Vredesactie

Organisations pacifistes et antimilitaristes (francophone et flamande) qui mènent des campagnes contre le commerce des armes, les armes nucléaires, les salons de l'armement et les liens entre universités, entreprises technologiques et militarisation.

<https://agirpouirlapaix.be/>

Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la Sécurité (GRIP)

Centre d'étude qui produit analyses, dossiers et outils pédagogiques sur l'armement, les politiques de défense, les exportations d'armes

<https://www.grip.org/>

Bibliographie

1. Brosteaux, Déborah V. Les désirs guerriers de la modernité. Paris : Seuil, 2025
2. Serfati, Claude. « L'impérialisme, c'est l'interaction du capital et de l'État ! » Alternatives Économiques, juin 2026
3. Douillard-Lefèvre, Pierre. Maudite soit la guerre. Manuel de résistance antimilitariste. Paris : Éditions Divergences, 2025
4. Scott, James C. Homo Domesticus. Une histoire profonde des premiers États. Paris : La Découverte, 2019
5. Douillard-Lefèvre, Pierre. Maudite soit la guerre. Manuel de résistance antimilitariste. Paris : Éditions Divergences, 2025
6. Amnesty International Belgique francophone. « La présence de Lockheed Martin au salon BEDEX est très problématique ». Communiqué en ligne, 10 mars 2026
7. Albanese, Francesca. D'une économie d'occupation à une économie de génocide. Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967. Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, A/HRC/59/23, 2025
8. Christophe Wasinski, « BEDEX, une vitrine pour les marchands de canons », Politique, 10 mars 2026
9. Plateforme Stop Militarisation, « Manifeste : Stop à l'augmentation des dépenses militaires et à la militarisation de nos sociétés », 2025, disponible en ligne sur stopmilitarisation.be
10. SIPRI, « La hausse des dépenses militaires mondiales se poursuit, atteignant 2 887 milliards de dollars en 2025 », communiqué de presse, 27 avril 2026, disponible en ligne sur le site du SIPRI.
11. Ministère de la Défense (Belgique). Recrutement 2026 : la Défense cherche 4 800 collègues supplémentaires, dont 500 via l'Année de service militaire. Communiqué en ligne, 8 septembre 2025
12. Yannick Quéau, « Pourquoi militariser l'économie européenne ne va pas sauver notre industrie », Lava, 17 juin 2025
13. Association belgo-palestinienne, Droit pour Gaza, CNAPD, SOS Gaza. « Inaction de l'État belge face au génocide à Gaza : nouvelle victoire judiciaire pour les plaignants ». Communiqué de presse, 30 juin 2026
14. Albanese, Francesca. D'une économie d'occupation à une économie de génocide. Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967. Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, A/HRC/59/23, 2025
15. Ibid.
16. Bruxelles Today, « L'entreprise John Cockerill sur les rangs pour produire sur le site d'Audi Brussels », 7 mars 2025, consulté en ligne sur bruxellectoday.be
17. Wasinski, C. (2026). Introduction. Les armes : Marchandisation et fabrique d'un monde dangereux (p. 11-21). Éditions de l'Université de Bruxelles.
18. Mathieu Rigouste, « Dans les rouages du système sécuritaire », entretien publié dans CQFD, n° 227, février 2024, reproduit sur mathieurigouste.net
19. Douillard-Lefèvre, Pierre. Maudite soit la guerre. Manuel de résistance antimilitariste. Paris : Éditions Divergences, 2025

20. Ibid.
21. Yuval Abraham, « "Lavender": The AI machine directing Israel's bombing of Gaza », +972 Magazine, avril 2024, consulté en ligne sur 972mag.com
22. Douillard-Lefèvre, Pierre. Maudite soit la guerre. Manuel de résistance antimilitariste. Paris : Éditions Divergences, 2025
23. Ibid.
24. Ibid.
25. Ibid.
26. UNICEF France, « 2024, une année tragique pour les enfants pris dans les conflits armés, l'une des pires de l'histoire de l'UNICEF », communiqué du 28 décembre 2024, consulté sur unicef.fr.
27. Douillard-Lefèvre, Pierre. Maudite soit la guerre. Manuel de résistance antimilitariste. Paris : Éditions Divergences, 2025
28. Ferdinand, Malcom. Une écologie décoloniale. Penser l'écologie depuis le monde caribéen. Paris : Le Seuil, coll. « Anthropocène », 2019
29. Douillard-Lefèvre, Pierre. Maudite soit la guerre. Manuel de résistance antimilitariste. Paris : Éditions Divergences, 2025
30. Ibid
31. Ibid.
32. Transnational Institute (TNI). Climate Collateral. Comment l'industrie de l'armement tire profit de la crise climatique. Version française, 2023
33. Manier, Bénédicte. « Le climat et l'environnement, victimes collatérales des guerres ». Alternatives Économiques, 14 avril 2026
34. Ibid.
35. Cukier, Alexis. « Guerre impérialiste, militarisme environnemental et stratégie écosocialiste à l'heure du capitalisme des catastrophes ». Contretemps, 22 septembre 2025
36. Yannick Quéau, « Pourquoi militariser l'économie européenne ne va pas sauver notre industrie », Lava, 17 juin 2025
37. Plateforme Stop Militarisation, La militarisation en Belgique. Note d'analyse sur les dépenses militaires du gouvernement Arizona, mai 2025, consulté en ligne sur stopmilitarisation.be
38. CNAPD. Arizona : Débauche de moyens pour l'armée. Austérité sur tout le reste. Brochure d'analyse, Belgique, mars 2026
39. CNAPD. L'OTAN : (p)artisane de paix ou de guerre ?. Brochure pédagogique actualisée, Belgique, 2025
40. Dagdelen, Sevim. « Les mythes de l'OTAN perdent de leur éclat ». Lava / Le Vent se lève, 27 octobre 2024
41. Bruxelles rebaptise son plan "Rearm Europe" après des critiques de Rome et Madrid, Euronews, 21 mars 2025
42. Mathieu Rigouste, « Dans les rouages du système sécuritaire », entretien publié dans CQFD, n° 227, février 2024, reproduit sur mathieurigouste.net
43. Ibid.

44. Ibid.
45. The SIPRI Top 100 Arms-producing and Military Services Companies, 2024 ». SIPRI Arms Industry Database (visualisation interactive), Stockholm International Peace Research Institute, décembre 2025
46. Naomi Klein, 2008 (2007), La stratégie du choc. La montée d'un capitalisme du désastre, Leméac/Actes Sud
47. Pierre Douillard-Lefèvre, Maudite soit la guerre, manuel de résistance antimilitariste, Éditions Divergences, octobre 2025
48. Inter-Environnement Bruxelles, « Du Plan Canal au Plan Grandes Villes : gar(d)e à vous ! », Bruxelles en mouvements, n° 334, 2025, consulté en ligne sur ieb.be
49. Ligue des droits humains. « Vie privée » (rubrique du blog). Site de la Ligue des droits humains
50. Émilien Bernard, « La chute du Heron blanc, ou la fuite en avant de l'agence Frontex », Afrique XXI, 3 octobre 2023, consulté en ligne sur afriquexxi.info
51. <https://technopolice.be/tag/reconnaissance-faciale/>